

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

PAR LE

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario

Les 12 et 13 décembre 2007

Consœurs et confrères,

Nous voici à nouveau à l'époque des fêtes de fin d'année et de la présentation du bilan financier et opérationnel des neuf premiers mois de 2007. J'ai aussi la fierté de vous soumettre, pour étude, un projet budgétaire pour 2008. Lorsque nous nous sommes rencontrés en octobre, à Toronto, à notre 23^e congrès biennal, j'ai présenté aux délégués de tout le pays le bilan des deux dernières années. Et ce que j'ai déclaré devant plus de 2 000 membres en octobre est toujours vrai : les finances du SCFP sont solides et stables. Encore une fois, nous faisons la preuve que le plan que je vous ai proposé lorsque j'ai été élu pour la première fois en 2001 est efficace et qu'il permet au SCFP d'aller de l'avant. Chacune de nos trois caisses se comporte comme prévu. Le troisième trimestre de 2007 augure bien pour notre budget de 2008. En effet, au bureau du secrétaire-trésorier national et à la Direction des finances et de l'administration, nous préparons le budget de l'exercice 2008. Nous avons recueilli toutes les données de base et les prévisions financières nécessaires pour préparer mes recommandations au Conseil exécutif national. Encore une fois cette année, nous avons entrepris des consultations avec les régions et les directions du bureau national. Et nous avons fait cela tout en organisant notre déménagement au tout nouvel édifice du bureau national.

Je m'en voudrais de ne pas mentionner que ce travail aurait été impossible sans l'aide d'une magnifique équipe qui s'est surpassée pour que les documents budgétaires soient prêts à temps pour la réunion du Conseil exécutif national, malgré le déménagement dans notre nouvel édifice à la fin de novembre. Je tiens à remercier tout particulièrement le confrère Randall Sykes, directeur général des finances et de l'administration, qui, comme vous le savez, prendra sa retraite le 1^{er} février 2008, après plus de 35 ans de travail dévoué pour le SCFP. Ce budget est le dernier du confrère Sykes. Je le remercie pour son travail infatigable. Vous nous manquerez, confrère! Je suis heureux d'accueillir la consœur Tammy Greaves, chef comptable au SCFP depuis cinq ans, à titre de directrice générale des finances et de l'administration par intérim en remplacement de Randy. Elle doit donc remplir les souliers budgétaires de Randy!

PAUL MOIST – National President / Président national CLAUDE GÉNÉREUX – National Secretary-Treasurer / Secrétaire-trésorier national

MARIO GERVAIS – DONALDA MacDONALD – BARRY O'NEILL – KEVIN REBECK – PATRICK (SID) RYAN – General Vice-Presidents / Vice-présidents généraux



Je veux aussi remercier la consœur Pam Beattie et le confrère Michael Butler, adjoints exécutifs à mon bureau, qui ont tous deux décidé de rentrer dans leur ville respective, Winnipeg et Montréal. La consœur Beattie est partie le 1^{er} novembre et le confrère Butler retournera chez lui à la fin de la réunion du Conseil exécutif national, le 13 décembre. Tous deux ont beaucoup travaillé et ce, jusqu'à la dernière minute. Merci pour votre dévouement, votre travail infatigable et votre soutien indéfectible pendant toutes ces années. Par ailleurs, nous accueillons au bureau secrétaire-trésorier national, la consœur Monique Joly et le confrère Robert Lamoureux, qui se sont tous deux joints à notre équipe à titre d'adjoints exécutifs le 3 décembre. Depuis les dix dernières années, la consœur Joly a occupé le poste de conseillère bilingue à l'éducation en Ontario. Auparavant, elle avait travaillé pendant de nombreuses années à notre bureau national, tant au bureau du président et qu'au Service des communications. Le confrère Lamoureux nous arrive aussi de l'Ontario, où il a travaillé 10 ans comme conseiller bilingue aux communications. Avant, le confrère Lamoureux était adjoint exécutif de la leader du NPD fédéral, Alexa McDonough, et conseiller aux relations publiques pour le NPD-Ontario à Queen's Park.

J'ai le plaisir de confirmer que la solidité de notre situation financière nous permettra de mettre en œuvre chacune des décisions qui ont été prises au congrès par les délégués représentant plus de 560 000 membres du SCFP,

En fait, le projet budgétaire de 2008 s'articule autour de trois priorités : la lutte contre la privatisation partout au Canada, l'avancement des enjeux liés à l'égalité et la poursuite des efforts de rééquilibrage de la dotation en personnel en Ontario.

À cette fin, le présent budget comprend l'allocation de 4 à 5 millions de dollars pour lutter contre la privatisation au cours des deux prochaines années dans toutes les régions du pays. Et nous verrons à ce que les besoins en dotation de personnel soient comblés d'un bout à l'autre du pays, en plus d'apporter d'importantes améliorations à la structure de nos finances.

Mais d'abord et avant tout, nous pourrons commencer à répondre aux besoins en dotation de personnel comme jamais auparavant. Rappelons que dans le budget de 2007, nous avons proposé l'ajout de 14 nouveaux membres du personnel dans six régions, avec un poste additionnel au bureau national. Il s'agissait du plus important ajout de personnel depuis que j'ai été élu. Je suis extrêmement fier de proposer au Conseil un budget qui ajoute encore plus de membres du personnel en 2008 qu'en 2007. Je propose d'ajouter l'équivalent de 15 nouveaux postes à temps plein dans six régions et de 3 nouveaux postes à notre bureau national. L'un des nouveaux postes au bureau national nous permettra de concrétiser l'orientation décidée au congrès en matière d'égalité. Nous proposons la création d'un poste de conseiller à l'égalité pour aider les régions qui ont des problèmes à ce chapitre et, plus spécifiquement, les questions de communication et d'égalité liées aux Premières Nations et aux communautés autochtones. En outre, nous

prévoyons 10 000 \$ de subvention de démarrage pour aider certaines sections locales qui ont besoin de services d'interprétation en *American Sign Language* (ASL). Encore une fois, nous passons à l'action dans le dossier de l'égalité.

En ajoutant un total de 3 nouveaux postes dont les titulaires travailleront aux dossiers relatifs à l'égalité (2 dans les régions et 1 au bureau national), nous faisons des progrès sans précédent dans l'histoire du SFCP. Jamais nous n'avons ajouté autant de postes dans le cadre d'un budget d'un an. Nous pouvons en être fiers.

Pour poursuivre le travail amorcé en 2007 dans le Système d'information sur les conventions collectives (SICC), nous proposons de garder dans le budget de 2008 le poste d'analyste pour un an, sur une base temporaire, afin que tout ce qui doit être encodé le soit. Enfin, nous aimerions créer un poste d'agent administratif qui travaillera directement avec la Direction des services nationaux pour alléger la charge de travail de son personnel.

La configuration des 15 autres postes dans les six régions s'est faite grâce à un exercice d'équilibre et en tenant compte de certains facteurs. Les détails sont inclus dans le projet budgétaire. Il est important de mentionner que l'un des facteurs dont nous avons tenu compte est l'engagement que nous avons pris, il y a trois ans, d'atteindre un meilleur équilibre quant au nombre de membres du personnel dans la région de l'Ontario. Avec l'ajout des 7,5 nouveaux postes en Ontario, nous tenons notre promesse. Et nous sommes convaincus que ce rééquilibrage ne se fera pas au détriment d'autres régions, car nous ajoutons 7,5 nouveaux postes en Colombie-Britannique, en Alberta, au Québec et dans les régions des Maritimes et de l'Atlantique. Nous avons tenu compte des changements de revenus, de la croissance de l'effectif et des nouveaux besoins. Là encore, un exercice d'équilibre.

En outre, je propose que nous transférions le montant de 150 000 \$ qui reste pour l'action politique de la Caisse nationale de défense à la Caisse générale, ce qui portera le total du poste budgétaire à 650 000 \$ dans la Caisse générale. Ainsi, le transfert de ce poste budgétaire sera complet et nous réserverons encore plus d'argent dans la Caisse nationale de défense aux campagnes et aux initiatives de stratégie.

Je propose également de modifier le Fonds de Renforcement des divisions en faisant passer le montant de base de 35 000 \$ à 50 000 \$, afin de permettre aux présidents de nos divisions plus petites de participer pleinement aux activités syndicales quotidiennes dans leur région.

Enfin, je suis heureux d'annoncer que nous avons pu mettre de côté un million de dollars dans un nouveau Fonds des bureaux régionaux qui permettra d'acquérir des locaux pour nos bureaux régionaux dans certains marchés importants, comme Toronto et Halifax. En plus de ces acquisitions possibles, nous ouvrirons, en 2008,

un bureau à Pembroke, en Ontario, et à Fort McMurray, en Alberta, car il devient de plus en plus évident que les membres de ces régions ont besoin des services d'un bureau local.

Encore cette année, les revenus sont en hausse et nous prévoyons que cette croissance se maintiendra en 2008. Pour les neuf premiers mois de 2007, nous enregistrons un surplus de 5,6 millions de dollars. Ce résultat pour neuf mois est dû en grande partie à des revenus de capitation plus élevés que prévus dans le budget, à l'exception de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. En outre, la Caisse générale affiche des revenus de placement supérieurs de 274 000 \$ aux prévisions budgétaires. Les détails des économies sont soulignés dans la section consacrée à la Caisse générale ci-dessous. Il est important de noter que les économies que nous réalisons ont un effet à long terme sur nos activités futures.

Par ailleurs, les pressions continuent de s'intensifier sur la Caisse nationale de défense, en particulier pour les campagnes à frais partagés. Au 30 septembre, nous avons déjà alloué 1,97 million de dollars de ce budget. Nous avons prévu 1,7 million de dollars au budget. À la présente réunion, le Conseil exécutif national étudiera des demandes qui s'élèvent à plus de 375 000 \$. Le total pour l'année dépassera donc les 2,34 millions de dollars. Tout cela me dit que nos délégués au congrès national de 2007 ont pris la bonne décision en adoptant le document d'orientation stratégique et, plus spécifiquement, le volet portant sur la nouvelle initiative nationale de lutte contre la privatisation, qui exigera de 4 à 5 millions de dollars au cours des deux années à venir pour riposter partout au pays aux privatiseurs et à leur alliés.

J'aimerais souligner dans mon rapport qu'à compter du 1^{er} janvier 2008, il sera obligatoire pour tous les organismes détenant une charte du SCFP de soumettre avec votre demande de campagne à frais partagés les documents suivants afin que le Conseil exécutif puisse l'accepter.

Pour les sections locales, le dernier rapport disponible de l'employeur du précompte syndical; et

Pour toutes les organisations détenant une charte, une copie de leurs plus récents statuts approuvés ou une indication que l'organisation détenant une charte est gouvernée par l'Annexe B des statuts nationaux du SCFP; et

Le rapport des syndicats de l'organisation détenant une charte pour la dernière année fiscale complétée tel que prévu aux statuts nationaux à la clause B.3.12(d).

Quant à notre Caisse nationale de grève, le rapport qui suit indique qu'au 30 septembre, son actif total s'élevait à 33 millions de dollars. En juin de cette année, il s'établissait à plus de 40 millions de dollars. Il est maintenant descendu

bien au-dessous des 30 millions de dollars au moment où je m'adresse au Conseil. Aujourd'hui, la Caisse de grève se comporte exactement comme prévu, avec la force et la stabilité que nous lui avons données collectivement. C'est pour cela qu'il n'y a pas eu de crise cet été et que la Caisse a pu soutenir les membres en grève en Colombie-Britannique, au Québec et, il y a trois semaines, en Saskatchewan. En fait, lorsque nous fermerons les livres cette année, notre Caisse nationale de grève aura versé aux membres en grève des indemnités équivalentes à celles de la deuxième ou troisième plus importante année de toute notre histoire!

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2007

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 30 septembre 2007 se situait à 93,8 millions de dollars comparativement à 88,2 millions de dollars au 30 juin 2007. Le solde bancaire au 30 septembre 2007 était de 11,7 millions de dollars comparativement à 9,4 millions de dollars au 30 juin. De ce montant, environ 5,6 millions de dollars de liquidités sont destinés aux indemnités de départ et aux paies de congé annuel des employés prenant leur retraite, au remplacement du matériel technologique et au congrès national de 2007. Les placements sont passés de 15,9 à 16,8 millions de dollars pendant la période.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 65,2 millions de dollars au 30 septembre, comparativement à 63,4 millions de dollars au 30 juin.

Le solde de la Caisse générale au 30 septembre s'établissait à 28,6 millions de dollars, comparativement à 24,8 millions de dollars au 30 juin et à 20,2 millions de dollars un an auparavant (30 septembre 2006).

Le surplus d'exploitation pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre était de 5,6 millions de dollars.

Les revenus de capitation, incluant la capitation à recevoir prévue, étaient supérieurs au budget de 917 000 \$. Toutes les régions, à l'exception de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, avaient des revenus de capitation supérieurs aux prévisions budgétaires. Le manque à gagner en Colombie-Britannique est dû principalement aux grèves des sections locales 14, 1004 et 391 à Vancouver.

Les revenus de placements de la Caisse générale étaient supérieurs aux prévisions budgétaires de 274 000 \$. Cette situation est due aux retards dans le projet de construction, qui ont repoussé la pleine injection de notre investissement dans le nouvel édifice, de même qu'aux taux d'intérêt et aux rendements plus élevés que prévu.

Les dépenses totales pour la période de neuf mois étaient inférieures au budget de 5,2 millions de dollars (5,1 %).

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

- L'ensemble des salaires était inférieur au budget de 1,9 million de dollars (4,6 %). En pourcentage, la sous-utilisation de ce poste budgétaire était légèrement en baisse par rapport au chiffre de 4,8 % en juin. Pour reprendre ce que nous disions dans le rapport de juin, la principale raison en est que le montant budgété pour les congés de maladie a été considérablement supérieur au montant réellement dépensé. Nous suivons maintenant l'utilisation des congés de maladie depuis 18 mois et nous réduirons considérablement les estimations pour ce poste dans le budget de 2008. Les retards dans le comblement des nouveaux postes ont aussi contribué à la sous-utilisation du budget des salaires, tout comme les quelques cas où un remplacement n'était pas immédiatement possible pour des raisons de recrutement.
- Le coût des prestations de santé des retraités, qui a été transféré au budget de la Caisse générale pour la première fois cette année, était inférieur au budget prévu de 839 000 \$ pour la période. Bien que nous ayons prévu un budget pour une année complète pour ce poste, le transfert à la Caisse générale n'a pas eu lieu avant la ratification des conventions collectives en mai. Depuis mai, le coût se situe plus près des chiffres prévus au budget.
- Le coût de l'assurance collective a été inférieur au budget de 225 000 \$ (3,4 %) au cours de ces neuf premiers mois, parce que les salaires ont été inférieurs au budget et que le coût des primes a été surestimé.
- Les frais de bureau ont été inférieurs au budget de 256 000 \$ (14 %). Ce poste budgétaire est habituellement entièrement utilisé; nous pensons donc que cette situation est due en partie au fait que nous avons fermé nos comptes créditeurs une semaine plus tôt à cause du déménagement du bureau national. De même, l'achat de nouveaux meubles pour le bureau national a été retardé jusqu'à l'emménagement dans le nouvel édifice.
- Les frais fixes de déplacement (surtout les autos et les indemnités quotidiennes) étaient inférieurs au budget de 370 000 \$ ou 5 %, ce qui est étonnant puisque, au cours du deuxième trimestre, les dépenses étaient exactement conformes au budget. Nous pensons toujours que ce poste se rapprochera des prévisions une fois toutes les dépenses entrées pour l'ensemble de l'exercice.
- Les frais de déplacement pour affaires ont été inférieurs au budget de 392 000 \$ (8,5 %) pour la période de neuf mois. Là encore, cette situation est étonnante, puisque ce poste était toujours supérieur au budget dans les

états financiers de juin. Ce changement est dû en partie au fait que l'été est habituellement une période où les déplacements sont moins fréquents. Les économies réalisées grâce à l'utilisation des laissez-passer d'Air Canada sont un autre facteur. Après de nombreuses années de dépassement du budget des déplacements d'affaires, nous sommes très heureux d'arriver enfin à mieux maîtriser ce poste. Les directrices et directeurs et les membres du personnel ont fait de grands efforts pour voyager économiquement et efficacement et nous les en félicitons.

- Le poste budgétaire des loyers était inférieur au budget de 347 000 \$ (7,1 %). La principale raison en est que nous avons budgété de façon à prévoir une marge de manœuvre suffisante pour les coûts futurs additionnels du nouvel édifice en matière d'amortissement et d'impôts fonciers. Puisque l'occupation de l'édifice a été retardée au mois de décembre, la plupart des coûts prévus ne seront pas engagés pendant le présent exercice.
- Le poste budgétaire des dépenses électorales a été sous-utilisé de 138 000 \$. Ce poste reviendra à la normale d'ici la fin de l'exercice, car des élections provinciales ont eu lieu en Ontario au début d'octobre, juste après la fermeture de cette période financière.
- Les frais d'affranchissement ont été inférieurs au budget de 210 000 \$, ou 36 %. Nous croyons que cette tendance se maintiendra pour le reste de l'exercice et nous ajusterons le budget pour 2008.

Ces neuf points rendent compte de 4,7 des 5,2 millions de dollars mentionnés.

Caisse nationale de défense

L'actif total de la Caisse nationale de défense s'élevait à 5,6 millions de dollars au 30 septembre 2007, comparativement à 5,1 millions de dollars au 30 juin 2007. Le passif s'établissait à 4,2 millions de dollars, laissant un solde pour la Caisse de 1,4 million de dollars.

Les programmes à frais partagés approuvés par le Conseil pour les neuf premiers mois de l'exercice totalisaient 1,97 million de dollars. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de financement s'établissaient à 1,48 million de dollars, pendant que celles des initiatives nationales en matière de stratégie s'élevaient à 618 000 \$. Les initiatives régionales en matière de stratégie étaient à 739 000 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 30 septembre 2007 s'élevait à 33,8 millions de dollars, comparativement à 40 millions de dollars au 30 juin 2007. Cet actif était formé de 2,8 millions de dollars en liquidités, de 1,3 million de dollars en comptes

de capitation et prélèvements à recevoir et de 29,7 millions de dollars en placements. Au titre du passif, il y avait des comptes créditeurs et des charges à payer de 1,5 million de dollars ainsi que de petits comptes créditeurs aux caisses de défense et générale totalisant 20 000 \$. Ainsi, au 30 septembre 2007, le solde de la Caisse se situait à 32,3 millions de dollars, comparativement à 39,4 millions de dollars au 30 juin.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placements, étaient de 8,4 millions de dollars. Quant aux dépenses, elles se situaient à 12,7 millions de dollars, ce qui donne lieu à un déficit pour les neuf premiers mois de l'exercice de 4,3 millions de dollars.

À cause des longues grèves menées par les sections locales 15, 1004 et 391 à Vancouver, nous avons dû vendre pour plus de 7 millions de dollars de placements après l'épuisement des liquidités de la Caisse. À la fin de septembre, ce seul conflit a exigé un retrait de 8,6 millions de dollars de la Caisse de grève.

Je crois que les grèves de Vancouver montrent sans équivoque à quel point il est important d'assurer la solidité de la Caisse de grève du SCFP dans toute la mesure du possible. Alors que se terminaient ces grèves, avec des règlements acceptables pour nos membres, d'autres grèves importantes commençaient, cette fois en Saskatchewan. Elles ont duré plus de trois semaines. Nous avons dû verser encore d'autres millions pour maintenir les piquets de grève. Au moment où nous nous réunissons, notre Caisse de grève se situe autour de 28 millions de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Les sections locales 1450 et 2808, qui représentent les journalistes, les photographes, le personnel de rédaction et le personnel administratif au *Journal de Québec*, ont entamé leur septième mois de lock-out. Pour les appuyer, les membres de la section locale 1872, qui travaillent à l'atelier d'imprimerie, ont déclenché la grève en même temps. Les membres continuent à publier leur propre quotidien, le *MédiaMatinQuébec*, et l'employeur refuse toujours de revenir à la table de négociation. La circulation du *MédiaMatinQuébec* augmente, malgré les tentatives répétées de l'employeur pour en faire cesser la publication.

Entre-temps, en Saskatchewan, plus de 2 400 membres des sections locales 1975 et 1975-01 du SCFP à l'Université de la Saskatchewan et à l'Université de Regina ont déclenché une grève générale le 2 novembre. Les membres des sections locales 1975 et 1975-01 ont affronté l'employeur pour protester contre son manque de respect envers le personnel et les mauvaises relations de travail. Avec le gouvernement qui menace d'avoir recours à une loi de retour au travail, les

sections locales ont choisi d'envoyer deux points en litige en arbitrage, tout en conservant leur capacité de veiller à ce que le processus soit aussi équitable que possible.

En Colombie-Britannique, la section locale 410 a entrepris des moyens de pression le 7 septembre pour obliger l'employeur à régler une fois pour toute la question de l'équité salariale. Ce dossier traîne depuis 1992, année où une entente d'équité salariale avait été conclue entre la section locale 410 et la Régie régionale de la bibliothèque du Grand Victoria (GVLRA). Mais la Ville de Victoria n'a jamais tenu compte de l'entente.

RETARDS DE CAPITATION

Les arrérages de septembre 2007 s'élevaient, au 15 novembre, à 6 074 741,05 \$, une hausse de 1 006 902,06 \$, ou de 19,87 %, par rapport à août 2007.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Le Service de la technologie amorce le dernier trimestre avec beaucoup de projets en cours. Le congrès terminé, le Service s'est surtout concentré sur les initiatives touchant les équipes des opérations et du développement.

Le développement du SICC est maintenant terminé, avec quelques questions qui restent à régler. Le soutien à l'application est également prêt. Le développement de la deuxième version du programme d'évaluation des emplois *Just Pay* est avancé et le premier module (entrée des données) a été terminé en septembre. *Just Pay* pour 2008 est le point de mire de l'équipe en matière de développement pour le moment. La date visée pour la livraison de la version 2 de *Just Pay* est le deuxième trimestre de 2008.

La deuxième activité d'importance est le démarrage de l'analyse et de la conception pour la réécriture des systèmes de capitation et de congrès, dont la mise en œuvre devrait être terminée à la fin de 2008 afin qu'ils soient entièrement opérationnels en 2009, bien avant le prochain congrès national. Ainsi, nous aurons un système stable et amélioré pour le congrès de 2009.

Nous avons aussi mené à bien plusieurs mises à niveau de l'application SISL, le choix d'un nouveau Système d'information sur les ressources humaines (SIRH) et la maintenance et le soutien constants de nos systèmes internes.

Quant à l'équipe des opérations, elle se consacre surtout au déménagement pour assurer un impact minimal sur les services, notamment le courriel, et à diverses mises à niveau de systèmes et de serveurs. Le SCFP met en place un nouveau système qui accroîtra la capacité de stockage de données et améliorera la

puissance et la vitesse des procédures de secours. En même temps, nous mettrons en œuvre une version améliorée des logiciels pour Exchange Mail et Blackberry, incluant une capacité anti-pourriel plus robuste. Nous aurons ainsi un deuxième serveur de courriel, qui est une version à jour et de pointe du serveur primaire, et nous pourrons passer au deuxième serveur en cas de panne, sans effets négatifs pour nos utilisateurs.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL

Plusieurs projets de formation et de perfectionnement du personnel ont été entrepris au pays, notamment la participation aux conférences de formation et aux conférences audio de Lancaster House, ainsi qu'à d'autres sessions de développement professionnel. En novembre, une formation d'une semaine a été offerte aux conseillers syndicaux en Colombie-Britannique.

Nous regardons à élaborer des propositions visant à aborder la formation et le perfectionnement des employés du SCFP de façon plus systématique et efficace. Des consultations avec d'autres sont en cours et nous espérons élargir nos possibilités en étant plus efficaces et efficients. Nous étudions également la formation par ordinateur, téléconférence et baladodiffusion pour permettre au personnel d'être rapidement au courant des nouveaux défis et enjeux. Nous avons étudié l'organisation et la prestation de la formation du personnel dans d'autres organisations, y compris des syndicats, et nous espérons adopter quelques-unes des meilleures pratiques démontrées dans ce domaine, tout en tenant compte des besoins très divers et distincts du SCFP.

PROJET DE L'ÉDIFICE DU BUREAU NATIONAL

Enfin, nous sommes dans nos nouveaux bureaux! Après plusieurs problèmes qui ont reporté l'achèvement du projet d'août à novembre, nous sommes déménagés au cours de la semaine du 27 novembre. Les membres du personnel ont travaillé sans relâche à emballer leurs bureaux tout en essayant de s'acquitter de leurs tâches normales. Avec la tenue de la réunion du Conseil exécutif national, les défis sont importants, mais avec l'aide de notre personnel dévoué, nous sommes arrivés à tout faire à temps!

Le personnel est entré dans le nouvel édifice le 4 décembre. Nous avions prévu reprendre nos activités le 3 décembre, mais Mère Nature en a décidé autrement et Ottawa a été ensevelie sous la neige, ce qui a rendu très difficile l'achèvement du déménagement cette journée-là. Néanmoins, le mardi 4 décembre a été le « Jour J » et il y avait beaucoup de fébrilité dans l'air lorsque les membres du personnel ont découvert leurs bureaux, l'aire de repos et les autres installations du nouvel édifice.

La seule partie de l'édifice qui sera toujours en construction après le déménagement sera l'aile de la salle de conférence. Bien que le travail progresse bien, nous avons dû appliquer nos ressources à la construction de la tour afin de pouvoir déménager le 30 novembre, date à laquelle nous avons dû quitter nos anciens édifices. L'entrepreneur général compte terminer l'aile des conférences vers la fin de décembre. Une fois terminée, l'aile servira aux réunions du Comité et du Conseil exécutifs nationaux, de même qu'aux réunions des comités nationaux du SCFP et à d'autres rencontres importantes.

Nos membres pourront être fiers du nouveau bureau du SCFP, au 1375, boulevard Saint-Laurent et le personnel n'aura plus à travailler dans un édifice surpeuplé et exigeant des réparations majeures. Rappelons que le nouvel édifice est, à plusieurs égards, à la fine pointe de la technologie environnementale. Il obtiendra la certification LEED au moins de niveau Argent. En fait, il est l'un des premiers édifices à Ottawa à détenir cette certification. Des économies d'énergie aux initiatives de réduction d'utilisation de l'eau, cet édifice concrétise l'engagement du SCFP en matière d'environnement.

L'édifice comprend aussi une salle de serveurs du XXI^e siècle, de même que des installations de vidéoconférence et un système de télécommunications voix par IP (*voice-over-internet-protocol* ou VOIP). De telles innovations nous permettront d'accroître notre efficacité tout en réalisant des économies.

CONGRÈS NATIONAL DE 2007

Notre 23^e congrès bisannuel, tenu à Toronto du 15 au 19 octobre, a connu un vif succès. En tout, 2 054 délégués et 144 suppléants y ont participé.

Rappelons qu'à cause du conflit de travail entre la direction de l'hôtel et les employés de la restauration, nous avons dû retirer environ 95 délégués du Holiday Inn on King. Heureusement, nous avons pu reloger les délégués inscrits dans le bloc du SCFP au Days Inn et nous leur avons fourni un service de navette entre leur hôtel et le Palais des congrès du Toronto métropolitain. Comme nous l'avions annoncé au congrès, nous offrons une aide financière aux sections locales qui ont perdu leur dépôt de réservation de chambre après le retrait du SCFP du Holiday Inn.

Vous serez heureux et fiers d'apprendre qu'au 30 novembre 2007, nous avons reçu 97 597,99 \$ en argent et en chèques d'organismes à charte de tout le Canada pour appuyer nos confrères et consœurs qui étaient en grève au moment du congrès national. Ce montant sera apparié par le SCFP national et distribué sous peu aux sections locales.

En outre, nous traitons présentement les demandes de subventions pour les services de garde d'enfants à la maison. Nous en avons reçu 12 jusqu'à maintenant. La date limite pour soumettre les demandes est le 19 décembre 2007.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

Comme je l'ai mentionné dans la section consacrée au budget de 2008, nous retiendrons, si le budget est approuvé, les services d'une firme de courtage qui s'occupera de nous trouver pour acquisition environ 50 000 pieds carrés d'espace de bureaux à Toronto, que ce soit dans des édifices existants ou que nous devons construire. Les agents entreprendront une évaluation approfondie des possibilités du marché, nous informeront de leurs résultats et nous fourniront l'information dont nous avons besoin dans notre processus décisionnel. Il sera prudent d'amorcer ce processus dès maintenant, car avec le marché de Toronto et de ses régions environnantes, il pourrait nous falloir un certain temps avant de trouver un édifice ou un lieu qui réponde à nos besoins. Nous ne sommes pas prêts à payer un loyer de plus de 1 million de dollars par année et à n'obtenir rien d'autre pour nos membres. Et c'est ce qui arrivera si nous ne faisons rien.

La construction de notre nouvel édifice de Cornwall, en Ontario, progresse bien et nous devrions y emménager le 15 décembre 2007.

L'actuelle convention de bail pour le bureau de Kingston, en Ontario, prend fin le 30 juin 2008. Le 4 décembre, nous avons amorcé le processus d'offre d'achat pour une nouvelle propriété. Nous pensons qu'il faudra un mois à partir de la date du transfert de la propriété pour préparer les plans de construction et obtenir les permis, et de 4 à 5 mois pour la construction. Ces délais permettraient de quitter l'édifice à la date d'expiration du bail actuel.

Nous avons présenté une offre d'achat pour deux terrains dans le but de réaménager les locaux du bureau de Comox, en Colombie-Britannique. Notre offre a été acceptée, nous avons terminé notre diligence raisonnable et renoncé à nos conditions et tout est en place pour que la vente ait lieu le 27 novembre 2007. Un designer d'intérieur élabore présentement les plans et l'entrepreneur prépare un budget pour le travail requis. La date d'occupation visée est le 31 mars 2008.

Deux motions seront présentées au Conseil pour compléter les acquisitions de Kingston et Comox.

Baux

Le bail du bureau de Corner Brook, à Terre-Neuve, sera prolongé de cinq ans, jusqu'au 30 juin 2013. Le bureau subira des rénovations qui nous permettront d'occuper les locaux situés en face du couloir et de créer une salle de conférence, de même d'un espace de rangement adéquat.

Le bail du bureau de New Glasgow, en Nouvelle-Écosse, sera prolongé de cinq autres années, jusqu'au 31 octobre 2012.

Nous demanderons au propriétaire du bureau de Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, de proposer des taux de renouvellement (le bail actuel prend fin le 31 juillet 2008).

Le propriétaire du bureau de Dalhousie, au Nouveau-Brunswick, nous a accordé une prolongation d'un an, du 1^{er} juin 2007 au 31 mai 2008.

À Sydney, en Nouvelle-Écosse, nous négocions un renouvellement du bail, qui a pris fin le 31 août 2005, pour une durée de cinq ans. La nouvelle entente entrerait en vigueur le 1^{er} septembre 2005 et prendrait fin le 31 août 2010.

Nous étudions toujours les possibilités qui s'offrent à nous pour les bureaux de North Bay, en Ontario (le bail prend fin le 30 juin 2008); de Timmins, en Ontario (le bail prend fin le 31 octobre 2008); de Peterborough, en Ontario (le bail prend fin le 30 décembre 2008); de Red Deer, en Alberta (le bail a pris fin le 31 décembre 2006 – nous louons présentement au mois); et de Nanaimo, en Colombie-Britannique (le bail prend fin le 30 juin 2008).

Nous n'avons pas pu obtenir le terrain que nous voulions pour construire un nouveau bureau à Prince Albert et nous avons donc renouvelé le bail pour une période de deux ans, jusqu'au 31 octobre 2009. Cette période nous permettra, si nous réussissons à trouver une propriété où nous pourrions construire, de disposer de suffisamment de temps pour terminer le projet.

Le bureau de Lethbridge, en Alberta, a été relogé dans de nouveaux locaux le 1^{er} novembre 2007. Un bail de cinq ans a été signé, jusqu'au 31 octobre 2012. Les négociations se poursuivent avec l'ancien propriétaire pour qu'il abandonne le bail et renonce à toute demande contre nous pour la portion non terminée du bail.

À Medicine Hat, en Alberta, nous avons signé un bail de cinq ans pour de nouveaux locaux, à compter du 1^{er} décembre 2007 jusqu'au 30 novembre 2012. Le coût des rénovations nécessaires est évalué à environ 42 000 \$.

Nous avons signé une entente de renouvellement de dix ans avec la Ville de Burnaby pour notre bureau régional de la Colombie-Britannique. Cette entente de renouvellement prolonge notre bail de dix ans (jusqu'au 30 novembre 2018). Nous acquérons 2 948 pieds carrés de plus pour le bureau, pour une superficie totale

de 25 139 pieds carrés, et nous occuperons les quatrième et cinquième étages au complet. Pour répondre à nos besoins en espace, nous devons entreprendre des rénovations estimées à 330 000 \$, plus la TPS, dans les nouveaux locaux. Nous avons négocié une allocation de rénovations locatives de 15 \$ le pied carré (jusqu'à concurrence de 377 000 \$) avec le propriétaire pour couvrir ces coûts.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Retraités

- La consœur Marilyn White, bureau de Peel, 1^{er} novembre 2007
- Le confrère Henri Massé, président de la FTQ, 1^{er} janvier 2008
- Le confrère Jean Thébeau, bureau régional des Maritimes, 1^{er} janvier 2008
- La consœur Susan Yuile-Assaly, bureau de Cornwall, 1^{er} janvier 2008
- La consœur Julie Davis, Direction de l'organisation et services régionaux, 1^{er} février 2008
- La consœur Rose DeSantis, Division du transport aérien - Toronto, 1^{er} février 2008
- Le confrère Clifford Hay, bureau régional des Maritimes, 1^{er} février 2008
- Le confrère Randy Sykes, Direction des finances et de l'administration, 1^{er} février 2008
- Le confrère Barry Thorsteinson, Direction de l'organisation et services régionaux, 1^{er} février, 2008
- La consœur Judith Wilkings, bureau régional de l'Ontario, 1^{er} février 2008
- Le confrère Bob Matthews, bureau de St. John's, 1^{er} février 2008
- Le confrère Roger Neeley, directeur régional de l'Ontario, 1^{er} mars 2008
- La consœur Joanne Harvey, bureau d'Ottawa, 1^{er} mars 2008
- La consœur Charlene Avon, bureau de Peterborough, 1^{er} mars 2008
- La consœur Lizette Dubé, bureau de Sherbrooke, 1^{er} mars 2008
- Le confrère Kenneth Hopper, Direction de l'organisation et services régionaux, 1^{er} mars 2008
- Le confrère Jean-Pierre Daigle, bureau de Trois-Rivières, 1^{er} avril 2008
- Le confrère Maurice Boisvert, bureau régional du Québec, 1^{er} mai 2008
- La consœur Louise Guerrette, bureau de Moncton, 1^{er} mai 2008
- Le confrère Claude Héту, bureau régional du Québec, 1^{er} mai 2008
- La consœur Christine Carrière, bureau régional du Québec, 1^{er} juin 2008
- Le confrère Andrew Huculak, bureau régional de la Saskatchewan, 1^{er} septembre 2008

Je ne me rappelle pas avoir annoncé la retraite de tant de membres dévoués de notre personnel. En fait, la plupart des membres figurant sur la première page de notre liste d'ancienneté s'en vont. Je les remercie. Ils ont bâti le SCFP.

Décès

Octobre a été un mois extrêmement triste pour le SCFP. En effet, nous avons perdu le confrère Dave Saunders, conseiller à l'éducation au bureau régional du SCFP-Ontario, mort subitement le 25 octobre 2007. Nous tiendrons une célébration à la mémoire du confrère Dave le 1^{er} décembre à Toronto pour souligner son travail et sa vie, au nom de ses collègues, de ses amis et de sa famille.

La famille du SCFP a aussi perdu le confrère Ewald Ahsmann, retraité, le 22 août 2007.

CONCLUSION

Conseillers et confrères, comme je l'ai dit plus tôt dans mon rapport, j'ai confiance que notre budget de 2008 sera adopté, car il répond aux besoins et aux demandes de nos régions et de notre bureau national. La présente réunion du Conseil exécutif national revêt une importance cruciale, car nous y déciderons de notre orientation financière pour 2008. Nous avons travaillé fort pour arriver à un budget qui tient compte des besoins des membres du SCFP et je crois que nous y sommes parvenus. Je crois aussi, tout comme nos délégués au congrès national, que les défis les plus importants que nous aurons à relever sont la lutte à la privatisation et aux accords de commerce qui menacent nos emplois et nos collectivités, ainsi que l'intégration de l'égalité et de la représentation des femmes à toutes les instances de notre syndicat. Le projet budgétaire de 2008 assure le soutien financier nécessaire à la réalisation de ces initiatives.

L'époque des turbulences financières du SCFP est derrière nous. Il est temps non seulement de continuer à bâtir notre avenir mais aussi de riposter vigoureusement. Notre situation d'encaisse est solide, nos placements sont solides, notre Caisse de grève est solide et nous ne vivons pas de crise. Nous pouvons consacrer notre énergie à travailler pour nos membres et à les aider à mener leurs luttes. « Notre force, notre solidarité, notre avenir » : ce n'est pas seulement le thème de notre congrès national, c'est notre essence même. Notre situation financière et ce projet budgétaire garantiront que ces mots se traduiront par des actions concrètes.

Respectueusement soumis,

Le secrétaire-trésorier national,



CLAUDE GÉNÉREUX

:pmc/sepb 491